

« Ils ont besoin d'ennemis pour exister » : comment l'audiovisuel public s'est retrouvé dans le viseur des médias Bolloré

« Ils ont besoin d'ennemis pour exister » : comment l'audiovisuel public s'est retrouvé dans le viseur des médias Bolloré

Dans le groupe du milliardaire, partout, tout le temps, France Télévisions et Radio France sont vilipendées. Non sans conséquences.

« Mme Ernotte est une menteuse ! Mme Ernotte est une menteuse ! Mme Ernotte est une menteuse ! » Ce 25 juin, sur CNews, Pascal Praud est en boucle contre la présidente de France Télévisions qui a assuré, la veille à « Quotidien », que la télé publique invitait tout le monde. Il est toujours à l'antenne quand il reçoit un SMS, grogne contre « ces gens qui [le] harcèlent », puis, aussitôt, intime l'ordre à ses chroniqueurs d'utiliser plutôt le mot « contre-vérité ». Ce SMS, qui transforme les « mensonges » en « contre-vérités », c'est la directrice de la communication de Delphine Ernotte qui le lui a envoyé, déterminée à ne pas le laisser, une fois de plus, dire n'importe quoi. Et calomnier. Sauf que le mal est fait : les médias du groupe Bolloré déversent un tel flot continu d'attaques contre France Télévisions et Radio France qu'ils créent l'accoutumance. Leur entreprise de sape contre l'audiovisuel public et ses valeurs, souvent proches de celles qui ont fait barrage à l'extrême droite dans la dernière ligne droite des élections, a viré à l'obsession. On peut situer à janvier 2021 le début des hostilités, déclenchées par Serge Nedjar, patron de CNews, au moment où ses audiences décollent grâce à sa vedette, Eric Zemmour. « Nous invitons tout le monde, dit-il dans "le Journal du Dimanche" ("le JDD"), pas encore dans le giron de Vincent Bolloré, quand, sur d'autres médias, des éditorialistes, des écrivains ou des scientifiques sont interdits de passage - sur France 2 et France-Inter par exemple [...]. Des médias qui censurent, qui se comportent comme des juges, qui condamnent et absolvent selon que vous êtes ou non dans leur camp... » L'attaque est sans précédent. « C'est la première fois qu'un dirigeant de médias affirme que son ennemi, c'est le service public, analyse une figure de Radio France. Il l'a conceptualisé. » Un an plus tard, la « vedette » Zemmour, candidat à la présidentielle qui fait huer l'audiovisuel public lors de ses meetings, toise d'anciens confrères de la matinale d'Inter : « Regardez-vous, vous quatre, vous êtes des représentants de la pensée de gauche, de la France de gauche, tous les Français le savent ! Tous les Français le disent ! » Attaques quotidiennes De sporadique, l'attaque est devenue quotidienne, rebondissant de CNews à Europe 1, en passant par « le JDD ». Surtout, elle brasse désormais beaucoup plus large. Ainsi, le 2 juin, la victoire européenne du PSG est encore fraîche mais Pascal Praud, sépulcral, obnubilé par les violences d'après-match, se repaît du mot « barbares » utilisé par Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur et patron des Républicains, et, surtout, s'insurge contre le « déni de l'espace médiatique » : « Faut dire aux grands médias de faire leur métier ! [...] Les journalistes ne veulent pas témoigner de la réalité. » Le lendemain, c'est Laurent Tessier, rédacteur en chef de son émission sur Europe 1, qui livre dès potron-minet son consciencieux décompte : le 2 juin, sur ses trois heures de matinale, France-Inter n'a consacré que 3 minutes et 5 secondes aux violences et « rien sur le scénario de guerre civile ». « Tout est minimisé, on cache la vérité, assène Tessier. Heureusement que nous sommes là pour tout vous dire, sur Europe 1, [...] en attendant leur réveil, c'est le déni à France-Inter. Rigolez pas, c'est avec votre pognon ! » La mécanique est bien huilée : « En écoutant Tessier à 6h15 sur Europe 1, on a le menu du jour, note Patrick Cohen, éditorialiste sur Inter. La cible sera la même à 11 heures chez Praud, puis à 16 heures chez Hanouna, puis à 17 heures chez Ferrari. »

[« Réac info » : pourquoi les médias Bolloré inquiètent \(https://www.nouvelobs.com/medias/20240228.OBS85060/reac-info-pourquoi-les-medias-bollore-inquietent.html\)](https://www.nouvelobs.com/medias/20240228.OBS85060/reac-info-pourquoi-les-medias-bollore-inquietent.html)

« Pour exister, faire parler d'elle, la bollosphère a besoin d'ennemis, analyse l'un d'entre eux. Chaque minorité a besoin de diaboliser l'adversaire. » Taper sur l'audiovisuel public et son budget annuel de 4 milliards d'euros, ça paie car il est financé par les Français, et ses têtes d'affiche sont connues de tous. La couverture, fin mai, du magazine « JDNews », titrée « Audiovisuel public : la propagande avec vos impôts », est ainsi illustrée par les bobines de Patrick Cohen et Sonia Devillers (France-Inter), Elise Lucet (France 2) et Karim Rissouli

(France 5)... dont le portrait cogne avec un appel pour un autre article sur « l'entrisme des Frères musulmans » - une faute d'inattention, sûrement. Delphine Ernotte, elle, porte le péché originel de s'en être prise en 2015 à cette « télévision d'hommes blancs de plus de 50 ans, et ça, il va falloir que cela change ». Elise Lucet fournit aussi régulièrement du carburant avec « Cash Investigation ». Quant à Tristan Waleckx, il a scellé son sort avec un « Complément d'enquête » consacré au Puy du Fou de Philippe de Villiers qui a occupé, dit-il, « onze heures d'antenne sur CNews pour un programme de 1 heure 10 sur France 2 ! ». L'inédit, c'est aussi que cette entreprise de décrédibilisation a trouvé un renfort en la personne de Rachida Dati, la ministre de la Culture et - à ce titre - l'autorité de tutelle de l'audiovisuel public. En 2024, Cyril Hanouna faisait applaudir sa nomination et célébrait par une danse de la joie l'éviction de Rima Abdul-Malak. Dati s'affiche tant et plus dans les médias Bolloré, en épouse même les détestations. « Mais non, Sibyle, je ne te vire pas tout de suite ! » lance-t-elle, hilare, à Sibyle Veil, la patronne de Radio France, dans le couloir d'Inter peu après son arrivée. Pour elle, un journaliste de « Complément d'enquête » est un « voyou », et quiconque lui pose une question gênante, un « procureur ». L'acmé est atteinte le 18 juin quand elle s'en prend à Patrick Cohen dans « C à vous » (France 5) en le menaçant de poursuites judiciaires. Praud et les siens savourent. Mais Delphine Ernotte, tout juste réélue, ne laisse pas passer et soutient, dans un communiqué, son journaliste contre sa ministre. Sibyle Veil, elle, s'était fendue d'un rectificatif quand Rachida Dati avait asséné des chiffres faux sur Radio France. « C'est une auditrice d'Inter, décrypte un journaliste qui la connaît bien, mais en s'en prenant au service public, elle fait allégeance à Bolloré. Elle s'achète à peu de frais son soutien. »

[Les rendez-vous secrets de Vincent Bolloré : comment le milliardaire réactionnaire pèse déjà sur la présidentielle \(https://www.nouvelobs.com/politique/20250709.OBS105752/les-rendez-vous-secrets-de-vincent-bollore-comment-le-milliardaire-reactionnaire-pese-deja-sur-la-presidentielle.html\)](https://www.nouvelobs.com/politique/20250709.OBS105752/les-rendez-vous-secrets-de-vincent-bollore-comment-le-milliardaire-reactionnaire-pese-deja-sur-la-presidentielle.html)

Les répercussions dépassent les plateaux de CNews et leur petit entre-soi bavard et parisien. Durant des mois, l'humoriste Guillaume Meurice a reçu des menaces de mort après que Gilles-William Goldnadel a allumé la mèche de « l'affaire Meurice » - l'avocat avait repéré sa blague, passée inaperçue, comparant le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu à « une sorte de nazi mais sans prépuce ». En 2023, le nom de Patrick Cohen sera conspué lors d'un rassemblement d'extrême droite en hommage au jeune Thomas, tué en marge d'un bal à Crépol (Drôme), car il avait déconstruit la version du crime raciste échafaudée par la bollosphère (une version démentie par l'enquête). Enfin, lorsque « Complément d'enquête » a montré Gérard Depardieu sexualisant une fillette, les mêmes ont contesté avec une telle hystérie l'intégrité du montage qu'Emmanuel Macron lui-même a relayé cette fake news. « Je n'avais personnellement aucun doute, confie Delphine Ernotte, un peu accablée, mais quand le plus haut personnage de l'Etat... On a fait vérifier les rushes par un huissier. » Ces discours ont aussi une traduction politique : le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, prône la privatisation, tandis que Sarah Knafo (Reconquête !) réclame que chaque ménage puisse choisir le bénéficiaire, pourquoi pas Netflix, des 83 euros annuels que lui coûte la seule France Télévisions. Petite musique calomnieuse Que peut, en face, l'audiovisuel public ? Jouer l'indifférence, pour ne pas se mettre au niveau de l'adversaire, quitte à le laisser diffuser une petite musique calomnieuse ? Réagir ? Mais comment ? Ce débat est omniprésent en interne. « Je ne veux pas la mort de CNews », a assuré, l'an dernier, Delphine Ernotte en une du magazine réac « Causeur ». Hanouna s'est un peu calmé quand France Télévisions lui a rappelé le chiffre d'affaires apporté au producteur Banijay dont l'animateur est actionnaire. Récemment, Ernotte a accusé publiquement le groupe Bolloré de « harcèlement ». Au point de l'attaquer pour dénigrement commercial ? « On regarde tout », nous dit-elle, sans s'étendre. Autour, la prise de conscience que le secteur doit faire bloc progresse. Depuis peu, 25 acteurs (chaînes, syndicats de producteurs, etc.) sont réunis au sein de La Filière audiovisuelle (LaFA), sorte de lobby pour peser auprès des pouvoirs publics. « Cette fédération est aussi une belle réponse du secteur qui isole le groupe Bolloré », éclaire l'un de ses membres. La porte ne lui est pas officiellement fermée mais, « dans notre charte, il faut soutenir le service public, ça peut être un frein ? », s'amuse Delphine Ernotte. Plus symbolique, le 13 juin, aux obsèques de Philippe Labro, les représentants du groupe Bolloré n'ont pas eu accès au micro pour rendre hommage au journaliste qui avait contribué à bâtir leur empire médiatique. Et à la sortie de l'église, les familles RTL (radio qu'il avait dirigée) et Gallimard (son éditeur) ne se mélangeaient pas avec la clique Bolloré : comme une prise de distance de la confrérie.

Cet article est paru dans [Le Nouvel Obs \(site web\)](https://www.nouvelobs.com) (https://www.nouvelobs.com)

Aussi paru dans 10 juillet 2025 -

© 2025 Le Nouvel Obs. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20250710·OA·edd×cnoco×c20250710×c20250710obs105762